



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 22/07/2025

Références : UD87-2025-161-r géorisques

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DEVAUD TP**

34 Rue Guy Buisson  
19100 Brive-La-Gaillarde

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement DEVAUD TP implanté Lieu dit Le Grand Champ 87380 Saint-Germain-les-Belles. L'inspection a été annoncée le 28/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DEVAUD TP
- Lieu dit Le Grand Champ 87380 Saint-Germain-les-Belles
- Code AIOT : 0003106330
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise DEVAUD TP, entreprise familiale créée en 1993, est spécialisée dans la réalisation de revêtements en enrobés, y compris enrobés de couleur, pour des aménagements routiers et autoroutiers, de voiries locales, de parkings, zones d'activités, terrains de sports, cours d'écoles etc... sur les départements de la Corrèze, de la Dordogne, du Lot et de la Haute-Vienne.

Pour ses propres activités de mise en œuvre, ainsi que pour fournir en enrobés d'autres entreprises de BTP et travaux routiers, elle exploite une plateforme anciennement occupée par la société COLAS, dont elle est propriétaire et qu'elle occupe depuis 2016, au lieu-dit « Le Grand Champ », sur l'emprise de la zone d'activité intercommunale du Martoulet, à SAINT-GERMAIN-LES-BELLES, des installations de stockage temporaire d'enrobés à chaud (silos de maintien en température avant la mise en œuvre sur les chantiers), d'aire de stockage de matériaux (granulats, y compris issus de déchets inertes, et fraisats d'enrobés) et de fabrication d'enrobés à froid, mises en service en 2019.

Afin de ne plus dépendre d'entreprises concurrentes auprès desquelles elle se fournissait en enrobés, ainsi que pour réduire ses trajets, elle a procédé à l'installation d'une centrale d'enrobage à chaud, notamment pour recycler des enrobés routiers usagés. La centrale d'enrobés à chaud est destinée à la fabrication d'enrobés bitumineux et de grave émulsion qui sont mis en œuvre en couche de fondation, de base ou de roulement principalement sur les voies de circulation.

Le site peut permettre une production maximale annuelle de 10 000 tonnes d'enrobés à froid et de 20 000 tonnes d'enrobés à chaud.

Par ailleurs, une centrale à béton sous le régime de déclaration de la rubrique n°2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a été mise en service début 2025.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Gestion des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Mesure totalisateur eau	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Plan du réseau de collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 1.4 et 5.3	Mise en demeure, demande d'action corrective	3 mois
12	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.3	Mise en demeure, demande d'action corrective	3 mois
14	Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Contrôle du bruit	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 3.1	Sans objet
2	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.2	Sans objet
3	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.3	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.5	Sans objet
10	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.5	Sans objet
13	Conditions de rejets dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.9	Sans objet
16	Émissions lumineuses	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 7.2	Sans objet
17	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit apporter des éléments de régularisation avec justificatifs et en réalisant des mesures et opérations de maintenance et d'aménagement pour être en conformité avec les prescriptions en vigueur.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
<b>Constats :</b> En premier lieu, la personne responsable désignée chargée de surveiller le site à distance est le dirigeant de l'entreprise. Ensuite, l'exploitant a indiqué qu'un employé sur le site est chargé de surveiller et de fermer le site après chaque journée d'exploitation. Par ailleurs, l'exploitant a précisé que le site est équipé de caméras de surveillance et d'alarme. L'installation de nouvelles caméras sont en prévision.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Contrôle de l'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle de l'accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple : clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).
<b>Constats :</b> Le portail est systématiquement fermé à clé le soir par le responsable du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Accessibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit veiller en permanence à maintenir un accès libre pour permettre la circulation et le stationnement des véhicules des services d'incendie et de secours dans l'enceinte du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Localisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué à l'Inspection un plan général du site répertoriant les différentes zones à risque. Toutefois, <b>celui-ci doit être mis à jour en intégrant la centrale à béton qui est en service depuis le début de l'année 2025.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et vérification annuels des moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple).
<b>Constats :</b> <b>L'exploitant doit communiquer à l'Inspection le rapport de contrôle de l'ensemble des extincteurs du site réalisé en avril 2025.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant deux heures. Au moins un point d'eau est en mesure de fournir, à lui seul, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant deux heures.
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué à l'inspection un courriel du SDIS en date du 11 avril 2025 informant du débit effectif de ce poteau mesuré à 103 m <sup>3</sup> /h sous une pression d'un bar.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Gestion des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.10
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Gestion des produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.
<b>Constats :</b> <b>L'exploitant doit communiquer à l'Inspection une liste des produits chimiques précisant le volume maximal stocké sur site accompagné d'un plan de situation mis à jour localisant les zones de stockage.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
<b>Constats :</b> Le dernier rapport de vérification des installations électriques communiqué a été réalisé le 30/09/2024 par la société SOCOTEC Sur le document Q19 du contrôle par thermographie infrarouge, il est mentionné qu' au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique, tels que définis dans la liste des matériels et/ou ensemble d'appareillage, et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, le risque d'incendie est faible, en l'absence d'anomalie constatée. Une nouvelle vérification périodique a été réalisée en date du 24 avril 2025. <b>Ce dernier rapport de contrôle sera à communiquer à l'Inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Mesure totalisateur eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesure totalisateur eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué à l'Inspection que les relevés du compteur d'eau sont portés dans un tableur informatisé et archivé chaque année. <b>Ce registre du suivi sur les relevés du compteur sera à communiquer à l'Inspection précisant le volume moyen prélevé et le cumul des volumes.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Rejet des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont équipées systématiquement d'un dispositif de décantation et d'un séparateur à hydrocarbures pour le traitement des eaux de ruissellement des zones revêtues ou dispositifs ayant la même fonctionnalité.

<b>Constats :</b>
L'exploitant a fourni un bordereau de suivi de déchets concernant une opération d'hydro-curage du séparateur à hydrocarbures avec évacuation des matières dangereuses d'une quantité estimée à 4 tonnes réalisée le 25/04/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Plan du réseau de collecte des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 1.4 et 5.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, plan du réseau de collecte des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant notamment le plan des réseaux de collecte des effluents. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, les dispositifs de traitement, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Dans le dossier de demande d'enregistrement établi par le bureau d'étude Artifex en 2020, la zone d'implantation du bassin de décantation et du séparateur d'hydrocarbures figurant dans l'illustration 7 du plan d'ensemble (page 35/158) ne semble pas correspondre à l'existant. L'exploitant doit mettre à jour ce plan correspondant à la situation actuelle du site et doit préciser tous les ouvrages et équipements de collecte et le cheminement des eaux (circuit dans la gestion des eaux de collecte) en démontrant la conformité aux exigences de l'arrêté ministériel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Collecte et rejet des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> collecte et rejet des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, sauf si, en cas d'accident, la sécurité des personnes ou des installations est compromise. Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté une mise en connexion d'eaux polluées par des rejets d'hydrocarbures (sous forme d'irisation : voir photo ci-jointe) se déversant dans le bassin de décantation non étanche impactant le milieu naturel par infiltration dans le sol (transfert de pollution) et dans l'exutoire (fossé) en cas de surverse. Cette situation laisse supposer soit qu'il y a un dysfonctionnement du séparateur d'hydrocarbures situé en amont du bassin, soit qu'une partie des écoulements de surface du site ne passe pas dans ce dispositif de traitement pour se déverser directement dans le bassin. Quoi qu'il en soit, il y a une situation non conforme à corriger.



L'exploitant doit justifier les mesures prises et actions correctives engagées pour la mise en conformité de son dispositif de traitement et stockage des eaux afin d'éviter tout risque de rejet de pollution dans l'environnement. Il conviendra en particulier d'étanchéifier le bassin de décantation.

Les ouvrages de traitement et de stockage doivent être régulièrement entretenus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois



#### N° 13 : Conditions de rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.9

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejets dans le milieu naturel

##### Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les valeurs limites de concentration conformément aux dispositions de l'article cité.

##### Constats :

L'exploitant a fourni le dernier rapport d'essai de contrôle de rejet des eaux (en aval du séparateur d'hydrocarbures situé en amont du bassin de rétention) réalisé par le laboratoire Qualyse en date du 25/10/2024. Cette campagne d'analyses est conforme aux normes de rejet et respectent les VLE. **Ce résultat apparaît toutefois en contradiction et/ou n'exonère pas des réponses attendues en regard des constats 11 et 12.**

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 14 : Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les concentrations d'effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites d'émission conformément aux dispositions de l'article cité.
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué un dernier rapport d'analyses des rejets atmosphériques, mesures réalisées en date du 19/03/2025 par SOCOTEC. <b>Ces analyses montrent une non-conformité de la mesure de poussières avec un dépassement élevé constaté : moyenne 991 mg/m<sup>3</sup> avec une VLE de 50 mg/m<sup>3</sup>.</b> L'exploitant a indiqué que cette non-conformité constatée provient des manches défectueuses. Celles-ci sont remplacées. L'exploitant doit justifier des mesures prises pour remédier à cette non-conformité (facture du renouvellement des manches à fournir). Il doit également préciser les actions préventives mises en œuvre afin de détecter ce type de dérive et y remédier sans délais. Par ailleurs, l'exploitant doit réaliser une nouvelle campagne d'analyse des rejets atmosphériques sous un délai de 3 mois afin de vérifier la conformité de l'ensemble des mesures et en communiquer les résultats à l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 15 : Contrôle du bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle du bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> La fréquence des mesures est annuelle. Si toutefois, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être triennale.
<b>Constats :</b> L'Inspection demande à l'exploitant de programmer un contrôle acoustique du site cette année au cours d'une journée représentative du fonctionnement normal des installations. Le rapport de mesures sera à communiquer à l'Inspection. Une nouvelle campagne de mesure sera à réaliser également en 2026. Si toutefois les résultats à présenter à l'Inspection sont conformes, la fréquence des mesures pourra être ensuite triennale.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 16 : Émissions lumineuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions lumineuses
<b>Prescription contrôlée :</b> De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;</li><li>- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.</li></ul> Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.
<b>Constats :</b> L'exploitant a précisé les dispositions prises pour la gestion de l'éclairage du site. Le chef de poste est chargé d'éteindre tous les éclairages chaque soir à la fermeture du site (interrupteur général de la lumière depuis le poste de commande). L'exploitant doit veiller à une bonne gestion de l'éclairage pour éviter toutes nuisances nocturnes qui pourraient incommoder le voisinage. Par ailleurs, lors de cette dernière inspection, l'exploitant a indiqué que des éclairages extérieurs à détection de mouvement sont en place sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> À défaut de recyclage, la quantité d'eau industrielle rejetée (effluents liquides résultant du fonctionnement et du nettoyage des installations de production) est mesurée ou à défaut évaluée et enregistrée mensuellement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le process de la centrale à béton fonctionne en circuit fermé par recyclage des eaux stockées dans la cuve et les bassins de décantation. <b>L'exploitant fournira à l'Inspection un schéma descriptif du circuit d'eau entre la cuve et les bassins.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite